

ASSEMBLEE DE CORSE

6 EME SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2018

26 ET 27 JUILLET 2018

**RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

PROJETS DE COOPERATION TERRITORIALE DE L'OFFICE DES TRANSPORTS DE LA CORSE

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission des Affaires Européennes et de la
Coopération

Commission du Développement Economique, du
Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de
l'Environnement Commission des Finances et de la
Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Le projet de délibération qui vous est soumis porte sur l'habilitation de l'Office des Transports de la Corse à élaborer et de mettre en œuvre des projets de coopération territoriale.

Par délibération N° 11050/AC, du 17 février 2011, l'Assemblée de Corse a délibéré pour mettre à disposition de l'Office des Transports de la Corse, un agent de la Collectivité Territoriale de Corse chargé d'élaborer et mettre en œuvre les projets bénéficiant de financements européens.

Aussi, l'Office des Transports de la Corse a présenté des demandes de financement pour des projets de partenariat visant à l'amélioration du système des transports :

1. **TRENO** (119 014 €) Ce projet a pour objectif de mettre en valeur les lignes de chemin de fer peu ou pas rentables par la réalisation de petites infrastructures dans des endroits clés caractérisés par des éléments de valeur historique, culturelle, paysagère, environnementale et des parcours paysagers et des productions typiques. Ces éléments attractifs doivent conduire à une fréquentation du réseau ferré plus forte et plus étalée au bénéfice des micro entreprises notamment rurales.
2. **GRRinPORT** (83 836 €) L'objectif est d'améliorer la qualité des eaux marines dans les ports en limitant l'impact des activités portuaires et du trafic maritime sur l'environnement à travers la définition d'un cahier des charges de gestion des déchets et des eaux usées destiné aux gestionnaires et utilisateurs des zones portuaires. Après une enquête dans les ports de la zone, les tests porteront sur l'assainissement des sédiments dragués dans le port de Livourne, la mise en œuvre d'un système intégré d'élimination des rejets d'hydrocarbure et la collecte des déchets des bateaux de plaisance du port de Cagliari. Le résultat sera un système/modèle transfrontalier unique et pratique, notamment par le biais d'actions de formation, de communication et de sensibilisation.
3. **SICOMAR-Plus** (462 726 €) fait face au défi commun de la sécurité de la navigation et de la qualité de l'environnement marin transfrontalier. L'objectif est de réduire les risques d'accidents de la navigation et leurs conséquences sur la vie humaine, les biens et l'environnement. L'approche intégrée transfrontalière concerne : l'intégration des réseaux et des systèmes de surveillance, le partage de modèles de prévision, et la gestion des urgences et la formation des travailleurs maritimes. En outre, il s'agit de créer les

conditions pour l'incitation, voir l'obligation du service de pilotage hauturier dans le détroit international de Bunifaziu. Le partenariat regroupe les administrations et services de sécurité de l'arc Tyrrhénien. Autres partenaires corses : OEC 0,4M€ - IFREMER 0,1M€ - SDIS 2B 0,3 M€.

4. **RUMBLE** (369 000 €) vise à la réduction de la pollution sonore dans les zones portuaires. Les mesures seront définies, suite à une étude initiale qui tiendra compte des réclamations des résidents limitrophes et des possibilités liées à la configuration des zones. Ces types d'actions pourront être des plans de circulation, des aménagements acoustiques ou des bornes électriques d'alimentation des moteurs, ainsi que l'utilisation du GNL pour les services commerciaux de l'enceinte.
5. **MOBIMART** (652 315 €) En continuité des projets Nectemus et Circumvectio déjà approuvés en 2016, ainsi qu'avec le projet « 3I plus » de 2007-2013. Le but est de créer un unique outil d'infomobilité, pour permettre aux résidents, touristes et pendulaires de voyager dans les 5 régions de la zone, planifier les déplacements et être informés en temps réel des dysfonctionnements éventuels. L'approche du projet est de considérer le point de départ et celui d'arrivée, indépendamment du moyen (air, mer, route fer) et des frontières administratives et liés aux caractéristiques morphologiques des territoires (îles, zones de montagne). Deux éléments importants à réaliser : la standardisation des bases de données qui a été initiée par OTC, la fusion des systèmes en une seule application tablette et smartphone. Le suivi technique sera assuré par l'Agence d'aménagement durable, d'urbanisme et d'énergie de la Corse (AUE).

Projets GNL – Pour anticiper sur les directives du Parlement Européen concernant les carburants alternatifs moins polluants, l'OTC a élaboré en partenariat avec nos voisins un projet global de préparation à l'utilisation du GNL dans les activités liées au transport maritime. L'utilisation du gaz naturel liquéfié (GNL) dans les ports exige la mise en œuvre d'un système d'infrastructures qui privilégie la mise en place d'un réseau de distribution fiable et sécurisé. La réalisation de ces infrastructures implique des décisions stratégiques sur la localisation des installations pour le stockage et la fourniture de GNL. Le résultat doit être un espace maritime interrégional commun du nord de la Méditerranée qui s'impose comme référence en termes de navigation propre pour le futur. Ce projet global a un coût de 6 M€ dont 1 008 488 € pour l'OTC. Il se décompose en quatre projets :

6. **TDI rete GNL** – L'université de Gênes doit identifier les normes et les procédures interdisciplinaires qui combinent les dimensions technique et économique et qui soient communes à tous les ports de la zone. Cette étude fera, outre un état des lieux, office de feuille de route pour l'approvisionnement, le stockage et la fourniture du GNL dans les ports de la

zone. Elle est partagée par les cinq régions et permet une mutualisation des moyens et une réduction des coûts.

7. **SIGNAL** – Sur la base de l'étude de l'Université de Gênes, la Région Autonome de Sardaigne doit définir un système intégré de distribution du GNL dans les cinq territoires Interreg pour les navires et éventuellement d'autres moyens de transport ou d'autres activités. Il s'agit de constituer une base de développement stratégique du système de distribution du GNL par :
 - a. 1 modèle d'optimisation du réseau maritime pour l'approvisionnement,
 - b. 1 modèle de localisation des sites de stockage dans les ports de destination,
 - c. 1 modèle de distribution interne dans les territoires les moins équipés.
8. **FACILE** L'autorité portuaire de Livourne va mettre en œuvre une action pilote de réalisation de stations mobiles de stockage et approvisionnement dans les ports commerciaux. Ces stations mobiles, qui peuvent être de type barge (sur plan d'eau) ou container (sur terre) prouveront aux opérateurs l'application immédiate de fourniture de GNL et montreront le fonctionnement de la technologie de la chaîne GNL.
9. **PROMO- GNL** – sur la base des trois actions précédentes, l'Office des Transports de la Corse a pour mission de promouvoir et accélérer l'adoption du GNL pour les opérations portuaires et maritimes. Directement ou indirectement liées au transport maritime et aux activités se déroulant dans la zone portuaire. Une démonstration-séminaire sera réalisée sur un port corse.

Par décision du Comité de suivi du programme « Interreg Italie-France Maritime » en date du 18 juillet 2017, complétée par le décret (BURT) 15796 du 03 octobre 2017 de la Giunta Regionale de la Région Toscane, agissant en tant qu'Autorité de gestion du programme, ces neuf projets ont été approuvés dans le cadre du programme en cours 2014-2020 pour être mis en œuvre sur les années 2018 à 2021 par l'Office des Transports de la Corse.

Pour ce faire, et prétendre au remboursement des dépenses encourues relativement aux projets, y compris les salaires des agents concernés, celles-ci doivent être engagées et payées par l'office des Transports de la Corse sur ses fonds propres.